

The background is a black and white photograph of a protest. A large banner at the bottom reads 'UNIDOS CONTRA EL MONSTRUO TRANSNACIONAL'. Above it, another banner says 'SEMBRANDO LUCHANDO CONSTRUYENDO ARAUCA'. A person's face is visible in the lower right. A yellow rectangular overlay covers the left side of the page.

% lignes d'attac

Dénoncer l'impunité fiscale

Faisons tomber le CETA !

80 ans du Front populaire

COP22 au Maroc

Brésil : mouvements populaires mobilisés

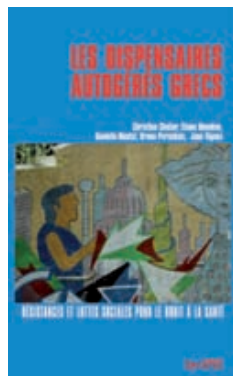
Dossier. Où sont les altermondialistes ?

numéro 107 octobre 2016

Les dispensaires autogérés grecs

Collectif

Editions Syllepse, juillet 2016



Le féminisme pour changer la société

Attac/Fondation Copernic

Editions Syllepse, avril 2014



Le business est dans le pré

Aurélien Trouvé

Fayard, février 2015



Nos publications sont disponibles sur notre site <http://attac.org/l/4dc> ou materiel-militant@attac.org

Grâce à vous nous serons 10 000 !

Attac est au cœur

- de la résistance transatlantique contre le CETA et le TAFTA,
- de la mobilisation contre l'évasion fiscale, la dette illégitime, et les politiques d'austérité,
- du mouvement citoyen pour la justice climatique et pour la transition citoyenne.

Attac est un espace porteur d'espoir, de convergences et d'innovations pour les luttes, les mouvements sociaux et les alternatives concrètes.

Les adhésions représentent 85% du budget d'Attac et garantissent notre indépendance dans nos actions. Si nous dépassons les 10 000 adhérent.e.s cette année c'est la garantie que nous aurons les moyens d'amplifier notre travail et d'obtenir de nouvelles victoires. Faites adhérer un.e ami.e, un.e voisin.e, un.e proche et ensemble atteignons l'objectif des 10 000 adhérent.e.s d'Attac à fin 2016 !

Adhésion à partir de 13€ sur :

<https://france.attac.org/agir-avec-attac/adherer>

Nous pouvons vous envoyer gratuitement

des dépliants adhésions sur simple demande

au 01 56 06 43 60 ou par mail : attacfr@attac.org



Attac
association pour la taxation
des transactions financières
et pour l'action citoyenne
**est un mouvement
d'éducation populaire
tourné vers l'action.
Attac se mobilise
contre l'hégémonie
de la finance
et la marchandisation
du monde,
pour des alternatives
sociales, écologiques
et démocratiques**

éditeur de publication
Attac France
directeur de publication
Annick Coupé
conception maquette
Stéphane Dupont
rédacteur-graphiste
Wilfried Maurin

ont participé à la rédaction
de ce numéro Christophe
Aguiton, Geneviève Azam,
Nikolaz Berthomeau, Isabelle
Bourboulon, Maxime Combes,
Noura Elouardi, Nicolas
Haeringer, Eric Le Gall, Huayra
Llanque, Gustave Massiah,
Myriam Merlant, Camille
Moreau, Jeanne Planche,
Rozenn Perrot, Dominique
Plihon, Mélanie Poulain,
Raphaël Pradeau, Lysiane
Rolet, Juliette Rousseau,
Pascoe Sabido, Bernard
Salamand, Hervé Thomas,
Aurélien Trouvé, Flavia Verri,
Béatrice Withaker.
Sauf mention contraire,
tous les rédacteurs.trices
sont membres des instances
et commissions d'Attac

illustrations
Charlotte Planche

impression
Expressions II Paris
société coopérative ouvrière
de production
10 bis rue Bisson
75020 Paris
imprimé sur papier recyclé



SYNDICAT DE LA PRESSE SOCIALE

abonnement annuel
4 numéros : 20€

dépôt légal à parution
ISSN 1620-8420
CPPAP 0519G81654

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

Restons mobilisés !



L'extraordinaire mobilisation sociale du printemps dernier doit se prolonger et il nous faut éviter deux pièges. D'une part croire que nous avons perdu la bataille contre la loi travail, alors que nous avons les moyens d'empêcher son application. D'autre part, nous laisser anesthésier par la campagne des élections présidentielles, et son cortège de promesses démagogiques.

Plus que jamais, nous devons miser sur le mouvement social pour transformer en profondeur notre société dominée par l'argent. A côté de la résistance contre la loi travail, nous devons rester mobilisés sur d'autres fronts de luttes stratégiques.

Pour Attac et ses alliés, trois fronts de résistance sont prioritaires dans les prochains mois. C'est en premier lieu de maintenir la mobilisation contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, nous devons être nombreux et déterminés contre l'expulsion de la ZAD !

Nous serons mobilisés sur un deuxième front : la lutte contre les traités de libre-échange, à commencer par le CETA avec le Canada, et le TAFTA avec les Etats-Unis. Des mobilisations ont lieu dans plusieurs pays européens dans le cadre d'un "automne d'action", dont le 15 octobre en France. Au moment où les gouvernements européens s'apprêtent à approuver le CETA, il est crucial de redire haut et fort notre opposition à ces traités dangereux.

Enfin, avec nos alliés nous allons poursuivre notre campagne contre la finance prédatrice et l'évasion fiscale. "Faisons le siège des banques !", tel sera notre mot d'ordre. Un temps fort de la mobilisation, sera le procès de Jon Palais le 9 janvier 2017, mis en examen pour avoir participé à un fauchage de chaises. Ce procès sera l'occasion de défendre nos modes d'action et de résistance, de poursuivre la désobéissance civique, face à un système rejeté par la très grande majorité des citoyen.ne.s.

Nous vivons dans un état d'urgence permanent et de répression tous azimuts contre celles et ceux qui osent s'opposer à la domination des 1%, mais nous ne lâcherons rien !

Face à l'impunité fiscale faisons le siège des banques !

La campagne des “faucheurs de chaises” représente un tournant dans la jeune histoire d'Attac, car c'est la première fois que notre association appelle à mener des actions de désobéissance civile, en plein jour et à visage découvert. Il est vrai que face à l'impunité dont bénéficient les organisateurs de l'évasion fiscale, réquisitionner quelques chaises dans des agences bancaires apparaît légitime.

Après plus de 40 actions menées dans toute la France et 240 chaises réquisitionnées, nous avons marqué les esprits : la campagne a eu un large écho médiatique et a suscité une réelle sympathie, y compris parfois parmi le personnel des banques visitées ou les policiers qui nous ont auditionné. De plus, le soutien apporté par des personnalités très diverses, intellectuels, responsables politiques, personnalités du monde de la culture, a contribué à légitimer ce mode d'action.

Cette première phase de la campagne s'est achevée avec le sommet des 196 chaises pendant la COP21, puis par la restitution des chaises à la justice lors de l'ouverture du procès de Jérôme Cahuzac.

Elle a permis de montrer qu'en finir avec l'évasion fiscale dégagerait des financements publics décisifs pour des politiques de transition écologique et sociale, mais aussi de mettre en lumière le rôle des grandes banques dans l'organisation de l'évasion fiscale. Enfin, cela a contribué à l'annonce par BNP Paribas de la fermeture de ses dernières branches actives dans les îles Caïmans : une grande victoire pour Attac qui portait cette revendication depuis 3 ans.

Alors que les faucheurs de chaises avaient été jusqu'ici seulement entendus par la police ou gardés à vue, un militant va se retrouver pour la première fois devant un tribunal. Jon Palais passera en procès lundi 9 janvier 2017 à Dax suite à une plainte de la BNP. Avec nos partenaires (*Bizi !*, ANV COP21 et les *Amis de la terre*), nous avons décidé de faire de ce procès celui de l'évasion fiscale.



Nous appelons d'ores et déjà nos militant.e.s et sympathisant.e.s à s'organiser pour réussir un rassemblement massif à l'occasion de ce procès. Ce sera une opportunité pour dénoncer cet insupportable “deux poids deux mesures” : d'un côté des riches fortunes et des multinationales qui échappent à l'impôt en toute impunité, avec la complicité active des banques ; de l'autre des lanceurs d'alerte et des militant.e.s qui passent en procès alors qu'ils n'ont fait que dénoncer le scandale de l'évasion fiscale. Qui porte préjudice à la collectivité ?

Nous dénoncerons donc prioritairement l'impunité fiscale. Non seulement particuliers et entreprises usent de moyens divers et variés pour éviter de payer les impôts dus, mais en plus ils ne sont quasiment jamais poursuivis. Nous exigerons donc de faire sauter le “verrou de Bercy”, selon lequel le dossier d'un fraudeur fiscal ne peut être transmis à la justice que si Bercy l'autorise.

D'ici janvier, il s'agit de mettre la pression sur la BNP pour qu'elle retire sa plainte et pour qu'elle cesse ses activités dans les paradis fiscaux. Nous appelons donc nos adhérent.e.s à “faire le siège” des banques (et notamment des agences privées dédiées à la gestion du patrimoine des grandes fortunes) partout en France. Il s'agit de prendre à contrepied la logique de nos adversaires : elles portent plainte et veulent récupérer des chaises ? Allons occuper leurs agences... avec des chaises !

Cette action consistera à s'installer sur des chaises à l'intérieur ou devant les agences de banque privée pour dénoncer l'impunité fiscale, organiser des activités de sensibilisation sur l'évasion fiscale et se réapproprier l'espace occupé par les banques. Ce sera aussi l'occasion d'organiser des conférences, des discussions, des saynettes... dans l'objectif d'échanger avec les clients, les passants et le personnel sur le rôle joué par les banques dans l'évasion fiscale et sur ce qu'il serait possible de financer avec l'argent des paradis fiscaux.

Raphael Pradeau

Pour plus d'information ou une demande de formation :
formation-banque@attac.org

TAFTA enlisé faisons tomber le CETA !

Depuis le début des négociations du TAFTA, la mobilisation citoyenne a compliqué les choses pour la Commission européenne et les lobbys d'affaires : impossible de progresser avec la même opacité que pour CETA. Cette mobilisation a en effet permis de mettre en lumière ses dangers. Pourtant, TAFTA n'est pas encore enterré : les récentes prises de position du gouvernement français, le qualifiant de "mauvais accord", relèvent plus de l'opération de communication que du passage aux actes. Elles relaient le mécontentement de grandes entreprises quant au refus des Etats-Unis d'ouvrir leurs marchés publics. Alors que la Commission poursuit les négociations, après confirmation de son mandat, le rejet proclamé du TAFTA prend des airs de parenthèse le temps des échéances électorales des deux côtés de l'Atlantique.

Ces déclarations sur TAFTA tombent à point pour sauver le soldat CETA, en phase d'approbation et qualifié de "bon accord" voire "d'anti-TAFTA" par le gouvernement français. On y retrouve pourtant l'essentiel des dangers du TAFTA : libéralisation et industrialisation de l'agriculture (qui vont amplifier la crise actuelle), menace sur l'emploi, importations massives d'hydrocarbures "sales", coopération réglementaire. La réforme du règlement des différends maintient l'arbitrage privé et accorde des droits démesurés aux multinationales. Quant aux appellations d'origine, elles concernent uniquement des productions limitées et de qualité qui ne sont pas à la recherche de nouveaux débouchés et sont incompatibles avec une production industrialisée. Affirmer que le CETA est un "anti-TAFTA" est donc une belle hypocrisie !

La Commission espère une ratification par le Conseil européen et une signature officielle avec le gouvernement canadien le 27 octobre. La prise de position d'Etats membres (Belgique, Autriche, Hongrie, Pologne...) ainsi que les discussions sur le champ de l'application provisoire ne sont toutefois pas sans l'inquiéter. A nous de faire échouer cette ratification, en faisant pression sur le gouvernement, puis en interpellant les eurodéputés si l'accord arrive au Parlement européen.

Les semaines à venir sont cruciales pour la victoire contre CETA et TAFTA. La journée de mobilisation contre CETA du 15 octobre sera suivie d'une journée internationale d'action contre les accords de libre-échange, le 5 novembre.

Groupe d'animation de la campagne
Stop TAFTA/CETA

La Société générale a volé 2,2 milliards d'euros à l'Etat

La banque remboursera-t-elle à l'Etat les quelques 2,2 milliards d'euros de crédit d'impôt qu'il lui a accordés pour avoir été "victime de fraude" dans l'affaire Kerviel ? Très curieusement, un rapport adressé au procureur Jean-Michel Aldebert a été rapidement enterré, qui mettait en garde le Parquet sur les enjeux financiers et fiscaux liés à l'affaire Kerviel : *"La Société générale apparaît particulièrement intéressée à faire connaître l'existence d'une fraude complexe, rendant inopérants les systèmes de contrôle, sous peine de supporter un décaissement supplémentaire de 2,197 milliards d'euros d'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2008"*, avertissait ce rapport. Le 17 juin dernier, dans son réquisitoire, l'avocat général a souligné que la banque avait *"rendu possible ou facilité la réalisation de la fraude et son développement"*, par ses *"manquements"* et qu'en conséquence elle n'avait droit à aucun dommage et intérêt. Que la banque ait été parfaitement au courant des risques insensés pris par son trader ne fait désormais vraiment plus mystère. Dans un dossier similaire, l'affaire Alcatel, un arrêt du Conseil d'Etat d'octobre 2007 avait considéré que cette entreprise ne pouvait bénéficier d'une remise fiscale à la suite d'une perte engendrée par la faute d'un de ses salariés compte tenu des manquements dont le groupe avait fait preuve. CQFD.

Mais une fois encore, les collusions, pantouflages et relations de consanguinité entre la haute administration et le lobby bancaire, régulièrement dénoncés par Attac, ont joué à plein dans toute cette affaire. *"Je garde un excellent souvenir de mon expérience auprès de Nicolas Sarkozy et je crois qu'il m'aime bien"*, reconnaît le patron de la Société générale, Frédéric Oudéa, qui a été conseiller au cabinet de Nicolas Sarkozy de 1993 à 1995. Xavier Musca, directeur du Trésor au moment de la révélation des pertes de la banque (il deviendra ensuite secrétaire général de l'Elysée sous Sarkozy), avait, quant à lui, soutenu la nécessité d'aider la banque dans ces moments dangereux. François Pérol et Stéphane Richard sont aussi des proches de Frédéric Oudéa. Et on apprend encore que Thierry Aulagnon, un autre de ces "pantouflards", ancien dirigeant de la Société générale, a été nommé directeur de cabinet de Michel Sapin à Bercy. N'en jetez plus, la coupe est pleine !

Isabelle Bourboulon

Les 80 ans du Front populaire été 36 : la vie est à nous

“36”, ce simple diminutif témoigne de la place qu’occupe encore, 80 ans plus tard, cet événement dans l’imaginaire collectif. Les accords Matignon et les lois adoptées dès l’été de l’année 1936 firent franchir un pas de géant à la condition sociale des classes ouvrière et paysanne (citons parmi les plus importantes les 40 heures par semaine, les congés payés, les conventions collectives, la scolarité obligatoire jusqu’à 14 ans). Avec des formes de lutte inédites, dont près de neuf mille occupations de sites et deux millions de grévistes. Un avertissement lancé à la fois au patronat pour qu’il réponde aux revendications tout comme aux élus de la gauche pour qu’ils passent aux actes en appliquant sans attendre le programme du Rassemblement populaire.

Mais au-delà du mythe de “36”, le Front populaire porte aussi sa part d’ombre avec l’abandon de la jeune République espagnole et la politique de non-intervention, la poursuite de la politique coloniale, et le droit de vote tout comme l’égalité salariale déniés aux femmes.

Difficile voire impossible de mettre en avant un élément plutôt qu’un autre sans risquer un mauvais raccourci mais parmi la genèse du mouvement, on peut citer principalement le processus unitaire et la puissance de l’action de masse, notamment construits sur l’engagement contre la montée du fascisme.

Et pourtant, même s’il pourrait être tentant de comparer les années trente avec la situation que nous vivons aujourd’hui, tant au niveau national qu’international, il n’existe pas grand-chose de commun avec le mouvement d’alors. Un élan qui aujourd’hui fait cruellement défaut avec un syndicalisme en crise, une gauche socialiste qui n’en finit pas de donner des gages au libéralisme, et une autre gauche éclatée en multiples “chapeaux”, alors même qu’il faudrait repenser totalement nos stratégies en mettant en commun de façon souple, horizontale et non hiérarchisée tout ce qui a pu faire la force et la réussite du Front populaire.



DR

80 ans se sont écoulés et sans tomber dans le folklore ni la nostalgie, les valeurs portées par le Front populaire, tout comme celles du Conseil national de la Résistance (CNR) et de la Commune, constituent l’un des héritages sur lesquels Attac doit s’appuyer pour alimenter sa réflexion et contribuer avec d’autres à inspirer un mouvement social et politique porteur d’avenirs et qui reste plus que jamais à réinventer.

Hervé Thomas

Pour se replonger dans cette époque, une anthologie du cinéma du Front populaire intitulée *La Vie est à nous* est sortie en librairie début juin 2016. Elle comporte un coffret de seize films et un livre.

une joie

Cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure, une joie sans mélange. Joie de parcourir librement ces ateliers où l’on était rivé sur sa machine. Joie d’entendre au lieu du fracas impitoyable des machines, de la musique, des chants et des rires. Joie de passer devant les chefs la tête haute. Joie de vivre parmi ces machines au rythme de la vie humaine.

Simone Weil

le premier départ !

Regardez-les ! Jamais, on n’avait vu tant de visages joyeux. Depuis un temps si lointain qu’on n’ose pas lui fixer d’origine, c’étaient toujours les mêmes, et uniquement ceux-là qui partaient en vacances. Cette année, ceux-là encore sont de la fête. Mais à côté d’eux, des dizaines de milliers d’hommes, de femmes, d’enfants, connaissent pour la première fois cette joie. Les “congés payés” valent enfin aux travailleurs le privilège – si l’on peut ainsi dire – d’être traités comme des oisifs. Leur joie est trop neuve pour n’être pas intense...

Y. Grosrichers, *Regards*, 13 août 1936

“La Grande-Bretagne pourrait devenir le nouveau Far West européen”

Entretien avec Alex Scrivener de *Global Justice Now*, organisation membre du réseau Attac en Grande-Bretagne.

Quelles étaient les raisons principales du vote pour le Brexit ?

La campagne du referendum a donné lieu à de fortes critiques de l'UE, souvent très fondées. Celles-ci ont concerné en particulier le TTIP, le CETA et la politique agricole. Mais il n'y a pas eu de vrai débat sur les problèmes de fond. La campagne pro-Brexit a été dominée par un dénominateur commun minimum fondé sur le nationalisme et la xénophobie qui a transcendé les clivages de classe. La victoire du “Leave” a été gagnée par la promesse de limiter l'immigration mais aussi par d'autres promesses mensongères telles que le fait de récupérer l'argent versé à l'UE pour le réinvestir dans le système de santé national.

Quelles seront les principales conséquences du vote pro-Brexit ?

Le Brexit s'est traduit par un déplacement du débat politique dans une direction fortement réactionnaire. Les plus modérés parmi les Conservateurs se disent effrayés par le climat de haine qui s'est installé depuis le vote. Ce serait une erreur que de croire que le vote pro-Brexit est une révolte de classe contre l'establishment. Célébrer ce vote serait comparable à se réjouir d'une victoire de Marine Le Pen. Une étude a montré que le meilleur “prédicteur” des votes pour ou contre le Brexit était la position des sondés sur la peine de mort... Mais, comme pour tous les mythes, il y a une part de vérité dans cette idée car de nombreux électeurs de la région désindustrialisée du Nord de l'Angleterre ont voté pour le Leave afin de sanctionner David Cameron. Pourtant les leaders du camp pro-Brexit – Boris Johnson, Nigel Farage – sont en réalité des représentants bien identifiés de l'establishment ultra-libéral et ceux-ci avaient prévenu que le Brexit épargnerait les banquiers... Les grands perdants du Brexit sont les gens ordinaires.

La City va-t-elle renforcer son rôle de paradis fiscal ? La City a perdu son rôle de porte d'entrée dans l'UE et va sans doute perdre de l'activité au profit de Paris ou Francfort. Mais tout sera fait pour lui donner de nouveaux avantages compétitifs en réduisant encore plus les réglementations, les normes et les taxes, et pour attirer les capitaux en quête de blanchiment. Selon le nouveau ministre du commerce, la Grande-Bretagne pourrait devenir le nouveau Far West européen.

Propos recueillis par Dominique Plihon

Moyen-Orient : les vendeurs d'armes gagnent à tous les coups

Les vendeurs d'armes européens profitent des guerres au Moyen-Orient : “les entreprises qui créent la crise sont celles qui en profitent” souligne un nouveau rapport du *Transnational Institute*, intitulé *Border Wars*. Ils profitent de l'explosion des ventes d'armes qui alimentent les conflits dans la région, ainsi que de la militarisation croissante des frontières... justifié par l'afflux des réfugiés engendré par ces conflits. Le tout avec l'aval et le soutien des gouvernements : un véritable système militaro-industriel européen profite des conflits et de leurs conséquences.

En dépit d'une interdiction de vendre des armes aux pays activement engagés dans des guerres, les exportations d'armes européennes ne se sont jamais aussi bien portées : plus de 82 milliards d'euros de licences vendues sur la période 2005-2014, dont 25 milliards pour l'Arabie saoudite et 16 pour les Emirats arabes unis. Airbus, Thales, Safran se frottent les mains.

Sur l'autre versant, le lobbying exercé par les entreprises d'armement à Bruxelles conduit l'Union européenne (UE) à soutenir de vastes projets de militarisation de ses frontières. Pendant ce temps, des milliers de migrants se noient en Méditerranée et les pouvoirs publics disent manquer de ressources pour accueillir dignement ceux qui ont réussi à passer les frontières.

Maxime Combes

Résumé en français : <https://www.tni.org/files/publication-downloads/border-wars-exec-summ-french.pdf>

Rapport en anglais : <https://www.tni.org/files/publication-downloads/border-wars-report-web1207.pdf>

Notre Dame des Landes : défendre la ZAD, sur place comme ailleurs

Après le succès de la mobilisation organisée sur la “Zone à défendre” (ZAD) de Notre Dame des Landes (NDDL) le 8 octobre dernier, il nous faut, plus que jamais, maintenir la pression face à la menace d'une nouvelle tentative d'expulsion. Nombre de candidats en font déjà un argument de campagne présidentielle (Nicolas Sarkozy allant jusqu'à clore l'université d'été des Républicains en déclarant qu'il libérera NDDL) : il est clair désormais que dans un paysage politique et social toujours plus autoritaire, la ZAD fait tache. Dès lors, ce qu'il nous faut défendre de l'anéantissement, c'est non seulement le bocage, les lieux et les personnes qui y vivent, mais surtout la brèche ainsi ouverte, à savoir la possibilité d'expérimenter dans nos façons d'habiter ce monde et de nous organiser par nous-mêmes. Les différentes composantes de la lutte contre l'aéroport et son monde n'ont cessé de le dire : elles continueront de défendre ce territoire, de se mettre en travers de la route des constructeurs et du gouvernement. Nombreux comités de soutien se sont également déjà engagés à organiser des actions chez eux en cas d'expulsion. Multiplions les initiatives afin de défendre la ZAD, contre l'aéroport et son monde !

Juliette Rousseau

Pour plus d'informations : www.acipa-ndl.fr / zad.nadir.org

Allemagne

La sortie du nucléaire ne dégrade pas l'empreinte carbone

Dans *Lignes d'Attac #105*, Gaël Giraud affirmait que "l'empreinte carbone de l'Allemagne était en train de s'aggraver" en raison de la "réactivation du charbon". C'est inexact selon Vincent Boulanger, spécialiste des énergies renouvelables, auteur de *Transition énergétique, comment fait l'Allemagne* (éd. Les Petits matins).

La transition énergétique allemande dégrade-t-elle l'empreinte carbone du pays ?

Non. Il y a bien eu un ralentissement de la baisse des émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2012-2013 car la baisse du prix du charbon sur les marchés mondiaux et l'effondrement du prix de la tonne carbone sur le marché européen ont rendu le charbon plus compétitif face au gaz. Mais les données montrent que la progression des énergies renouvelables est assez forte pour compenser à la fois la baisse de production d'électricité nucléaire et pour empiéter sur les parts de marché du charbon. Les émissions de GES continuent à décroître et cette baisse va se poursuivre avec la fermeture de 8 centrales au lignite à partir de 2018. L'objectif est d'atteindre une réduction de 40 % des émissions d'ici à 2020 par rapport à 1990 (contre 20 % pour la France et l'UE en moyenne). D'autre part, les mobilisations citoyennes contre le charbon (notamment *Ende Gelände* en 2015 et 2016), ont focalisé le débat public sur la sortie du charbon sans attendre la fin du nucléaire.

Quels sont les défis à relever ?

Il faut construire un consensus national sur la date de sortie du charbon : les Verts sont pour 2030 tandis que le parti d'Angela Merkel repousse l'échéance à 2040 ou 2050. Les syndicats charbonniers ont accepté le principe d'une sortie, tout l'enjeu étant pour eux de ne pas sacrifier les emplois trop vite. Pour aller plus loin, il faut bien entendu s'attaquer aux transports, et donc au lobby des industriels automobiles allemands. De gros efforts de rénovation énergétique dans le bâtiment sont également à faire. Enfin, la forme que prend la transition fait également débat : jusqu'ici les grands groupes de l'énergie étaient un peu à la marge de la transition énergétique allemande. Ils essaient de reprendre la main et sont aidés par la mise en place des appels d'offre qui les avantagent au détriment des projets citoyens. Mais les projets citoyens peuvent s'appuyer sur les régions municipales et territoriales qui, en Allemagne, sont puissantes et structurées.

Propos recueillis par Maxime Combes

Samedi 3 décembre

contre le chômage et les précarités, pour la justice sociale et des droits nouveaux

Le débat électoral devrait donc se limiter aux seules préoccupations patronales et questions de sécurité. Pas si sûr pourtant. Parmi les échéances à construire collectivement pour inverser le cours des choses et rendre incontournables nos priorités, les manifestations du premier samedi de décembre. Ces manifestations annuelles¹ ont leur histoire, une actualité et traduisent une évidence : les inégalités sont encore plus insupportables en période de fêtes commerciales !

A la fin des années 80, les premiers collectifs de chômeur/euse.s se mobilisaient chaque fin d'année pour que le reliquat du budget social des Assedic² soit versé aux chômeurs en action. Après le succès notamment des Marches contre le chômage de 1994 et de la marche européenne de 1997, les réseaux se sont étendus et ont pris confiance en eux. En réponse aux dizaines d'occupations de bâtiments publics de l'hiver 1997-98 est créé un fonds d'urgence, vite épuisé. L'hiver suivant, face à une nouvelle vague de mobilisations, "la prime" (de Noël) est instituée mais pour les seuls allocataires des minima sociaux. A partir de 2003 s'organise un rendez-vous annuel contre le chômage. Cette année-là, l'occupation temporaire du magasin *Le Bon Marché* à Paris fut l'un des temps forts de la mobilisation menée par les plus précaires.

La mobilisation sociale du printemps 2016 – qui aurait compté 20% de chômeur/euse.s – a eu pour effet positif l'échec des "négociations" de l'assurance chômage. Echec du point de vue des employeurs qui avaient décidé d'amputer les droits existants, alors que moins d'un chômeur sur deux est indemnisé. Mais déjà le MEDEF préparerait une prochaine réouverture de la "négociation". L'objectif pour AC ! : la garantie d'un revenu personnel en aucun cas inférieur au SMIC mensuel et la continuité des droits sociaux.

Comme nous l'avons fait contre la loi travail, nous ne devons rien lâcher dans la lutte contre le chômage : la solution n'est pas une précarisation accrue mais la justice sociale, des droits nouveaux pour résister et vivre décemment et la réduction massive du temps de travail.

Camille Moreau, *Agir ensemble contre le chômage ! (AC!)*

¹ Ces manifestations sont appelées par AC!, l'APEIS, le MNCP et la CGT Chômeurs et soutenues par de nombreuses organisations

² Pôle emploi est né en 2008 de la fusion de l'ANPE chargé du placement des chômeurs et de l'Assedic gérant leur indemnisation



“S'autogérer restera toujours au cœur de l'être humain”

Entretien avec Charles Piaget

Militant syndicaliste, il a été un des principaux acteurs de la lutte des LIP dans les années 1970. Il a participé à l'Université d'été d'Attac et du CRID à Besançon.

En quoi l'expérience des LIP a-t-elle bouleversé les luttes à l'époque ?

La nouveauté dans notre expérience est d'avoir réussi à la fois l'unité des salarié.e.s, ce qui n'était pas évident car il y avait une grande diversité d'emplois à LIP, et celle des syndicats. Sur le millier de salarié.e.s à l'époque, on peut dire que 800 à 850 ont participé à la lutte dont 80 à 100, syndiqués ou non, étaient constamment sur les routes pour expliquer le conflit. La nouveauté, c'était aussi l'ouverture de l'usine. Les journalistes, par exemple, étaient entièrement libres d'y circuler et d'interviewer n'importe quel salarié (on en a vu rester une semaine entière en dormant sur place). Toute personne entrant dans l'usine pouvait assister aux assemblées générales ou aux travaux des commissions. Et puis, nous avons pris le contre-pied de ce qui se pratiquait jusque-là dans les grèves où tout était sous le contrôle du syndicat. Toutes et tous étaient fortement sollicité.e.s à participer aux groupes de réflexion, débattre, prendre des responsabilités. Nous considérions que le syndicat ne devait pas diriger la lutte, mais l'animer et pousser à l'auto-organisation.

Quelles ont été les conditions nécessaires à la formation de votre collectif de lutte ?

Notre expérience nous a appris que seul l'ensemble des salarié.e.s, conscient.e.s et uni.e.s, peut se faire entendre. Car nous nous sommes heurtés au patronat tout entier, à la justice, à la police, au préfet, au gouvernement... Au début, il n'y avait que 5 % de salarié.e.s syndiqué.e.s dans l'usine. On a donc commencé par s'informer de ce qui se passait dans les ateliers et les bureaux en inventant les “carnets” : chaque délégué muni d'un carnet était sans arrêt à l'écoute des salarié.e.s et notait les faits intéressants, le matin à l'arrivée à l'usine, à la pause, à la cantine, aux vestiaires, etc. Ensuite, il a fallu constituer progressivement un réseau de personnes sûres dans tous les secteurs de l'entre-

prise. Constituer ce collectif nous a pris une dizaine d'années. Au début, il était impensable de faire grève, la peur était trop forte. On a aussi pu s'aider de la loi pour vérifier si l'entreprise respectait vraiment les règles. Et on a découvert que les heures supplémentaires, déjà, n'étaient pas payées correctement. Quand on a été sûr de notre coup, on a réclamé un an de rappel. Premier choc pour la direction. Ensuite, on s'est attaqué au secret des salaires en publiant les feuilles de paye de militant.e.s, de salarié.e.s convaincu.e.s. La révolution a été telle que l'entreprise a été obligée de faire une grille des salaires. Et, petit à petit, on a gagné en crédibilité.

Comment serait-il possible de changer ce rapport de forces dans le capitalisme actuel ?

L'économie mondialisée est totalement instable avec des crises de plus en plus violentes. Pour changer ce rapport de forces, il faut obtenir que l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers et mettre sous tutelle les féodalités financières. Le vrai changement, tel une lame de fond, viendra d'un sursaut d'indignation du peuple. Mais pour aller plus loin, il faudra transformer ce sursaut en adoptant une charte avec des objectifs à atteindre. Puis construire partout des collectifs locaux pour s'attaquer aux nuisances de l'économie actuelle. Le fonctionnement de ces collectifs doit impérativement préfigurer le vivre ensemble que nous voulons. Les militant.e.s ne doivent pas chercher à promouvoir avant tout leur syndicat, leur association ou leur parti politique, mais être ensemble pour lutter et construire une société marquée par un véritable vivre ensemble sur des valeurs d'égalité, de solidarité et de sobriété.

Les coopératives peuvent-elles être une alternative ?

Là-dessus, je suis pour la discrimination positive. Il faut favoriser outrageusement le statut de coopérative par la fiscalité, la publicité, depuis l'école, le culturel, etc. L'objectif étant de passer insensiblement (ce sera long) à 85 % de coopérateurs dans la population active au lieu de 85 % de salarié.e.s subordonné.e.s comme actuellement. Bien sûr, il faudra changer de mentalité. A LIP, pendant le deuxième conflit qui a duré quatre ans, on a monté sept coopératives et on a constaté, moi le premier, à quel point on était marqué par le salariat. Il faut donc lutter contre cette amputation de l'être humain et, même si ça prend du temps, cela doit rester un objectif.

L'autogestion, qui était au cœur de l'expérience des LIP, est-elle encore d'actualité ?

S'autogérer restera toujours au cœur de l'être humain. Je constate qu'aujourd'hui les jeunes vivent difficilement le salariat. Pourquoi ? Parce qu'ils ne veulent pas être soumis, parce qu'ils aiment se regrouper et vivre des émotions ensemble. L'autogestion consiste à rendre ensemble un service utile à la société, respectueux de l'environnement et gratifiant. C'est la vraie base du développement humain.

Propos recueillis par Isabelle Bourboulon

La COP22 au Maroc sera-t-elle la COP de l'action ?

La COP21 a été présentée comme un réel succès suite à la conclusion de l'Accord de Paris. Une part importante du milieu activiste dénonce toutefois un texte minimaliste, vague et non contraignant. Du 7 au 18 novembre, la COP22 à Marrakech, sera le lieu de discussions sur la mise en œuvre de cet accord. Le gouvernement marocain ne cesse de qualifier cette conférence comme celle de l'action. Quels sont les enjeux des mobilisations citoyennes du côté de la société civile marocaine ?

Inégalités sociales et climat

Les thématiques du développement durable, des énergies renouvelables en particulier, sont l'un des fers de lance du gouvernement marocain. Le chemin emprunté est celui de l'encouragement à l'investissement privé et étranger notamment. Mais ni la souveraineté des peuples ni la démocratisation de l'accès aux ressources ne constituent des objectifs pour le gouvernement, ce que déplore une partie de la société civile.

La question de la justice climatique a précocement été investie par Attac Maroc-CADTM qui a établi localement des liens forts avec les mouvements sociaux liés aux violations de droits, conséquences des activités extractives en particulier. Le concept de justice climatique se base sur le constat que notre modèle de développement, de production et de consommation néolibéral véhicule d'énormes inégalités sociales et économiques. Les changements climatiques sont à la fois une cause de ce système et un facteur aggravant les inégalités qu'il engendre. La justice climatique est une façon de porter un combat commun pour un système plus juste, en contestant une logique productiviste et de privatisation des ressources naturelles, et en mettant en avant des alternatives locales et citoyennes.

Une approche par les droits

Créée à l'initiative du Forum Social Marocain, la *Coalition Marocaine pour la Justice Climatique* fédère de nombreuses associations de défense des droits humains (associations féministes, pour le droit à l'éducation, le logement décent, la liberté de la presse, la lutte contre la corruption...), associations de défense de l'environnement et de promotion du développement durable, et la plupart des centrales syndicales du pays. Toutes partagent la conviction que la COP22 est une occasion pour que la société civile se saisisse de la question des changements climatiques et puisse, dans la continuité des mobilisations internatio-



nales, revendiquer la nécessité d'une approche par les droits dans les négociations sur le climat et pousser pour des décisions politiques fortes.

La *Coalition* impulse la tenue de préCOP régionales organisées en collaboration avec les collectivités territoriales et les *Conseils Régionaux des Droits de l'Homme*. Elle prépare des mobilisations durant la COP en concertation avec le Pôle Société Civile (en charge de l'organisation de la société civile dans les espaces officiels de la COP) et sur la tenue d'un espace autonome qui se tiendra parallèlement à la COP22.

Deux coalitions complémentaires

La divergence de positionnement vis-à-vis de l'Etat Marocain et sur les modalités de gouvernance ont vu émerger le REDACOP22 (Réseau Démocratique d'Accompagnement vers la COP22). Impulsée notamment par Attac Maroc-CADTM et l'AMDH (Association Marocaine des Droits de l'Homme), cette seconde coalition s'ancre localement via un réseau d'activistes portant des luttes sociales contre l'extractivisme, pour le droit à la terre. Elle développe ce réseau par des rencontres en régions ainsi qu'en créant une dynamique collective de réflexion autour du concept de justice climatique. Ce mouvement se veut profondément altermondialiste et désigne explicitement comme cause des changements climatiques l'impérialisme économique et la financiarisation de nos sociétés.

Plusieurs coalitions donc, pour des mouvements certainement complémentaires. Les mobilisations mais également les mouvements citoyens se construisent. Si l'une de ces logiques s'inscrit dans une dynamique d'inclusion et fixe pour objectif une mobilisation marocaine et africaine large et visibilisant un message commun, l'autre cherche à élaborer les bases d'un travail de fond et de terrain sur la signification de la justice climatique au niveau national.

Noura Elouardi

AITEC, volontaire Echanges & Partenariats

le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID)

Le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) est un collectif créé en 1976 par huit associations de solidarité internationale. Il en compte aujourd'hui une cinquantaine, qui partagent une conception et une culture de la solidarité internationale, et la volonté d'un engagement commun pour la mettre en œuvre. Elles interviennent à différentes échelles, locale et nationale dans les sociétés française, européenne et internationale. Leurs interventions correspondent à trois préoccupations majeures :

- la solidarité internationale implique une transformation de chaque société dans la durée, elle ne se limite pas à l'urgence, même quand celle-ci se révèle nécessaire ;
- la solidarité internationale se construit sur le partenariat sous ses différentes formes, elle implique la reconnaissance de l'égalité en droit entre les partenaires ;
- la solidarité internationale s'appuie sur l'adhésion de l'opinion et sur la mobilisation des citoyen.ne.s.

Le CRID se reconnaît dans le mouvement altermondialiste, qui affirme la reconnaissance de l'égale dignité de toutes les personnes et de tous les peuples dans la construction de l'avenir à l'échelle du monde.

Le CRID intervient sur quatre défis thématiques :

1. défendre les droits fondamentaux et promouvoir les biens communs ;
2. mettre l'économie au service de l'Humanité : des personnes et des sociétés ;
3. construire les transitions sociales, économiques et écologiques ;
4. repenser la citoyenneté et la démocratie.

Parmi ses activités et outils concrets, le CRID prend part aux discussions avec les pouvoirs publics français sur ses domaines thématiques, en son nom propre ou au sein de Coordination Sud, facilite une forte délégation française lors des Forums sociaux mondiaux, organise l'Université d'été de la solidarité internationale tous les deux ans, participe activement à l'animation d'espaces collectifs ad hoc de mobilisation citoyenne (sur les Objectifs du millénaire pour le développement, lors des Sommets du G8 et du G20, ou encore, en 2015, lors de la Conférence sur le climat à Paris). Le CRID pilote également chaque année la *Semaine de la solidarité internationale*, qui aura lieu du 12 au 20 novembre cette année. Enfin, le CRID est membre fondateur d'Attac.

Bernard Salamand,
représentant du CRID au conseil d'administration d'Attac

des alternatives locales existent, découvrez-les !

Basta!, en partenariat avec Attac France, a recensé sur une carte interactive plus de 80 initiatives locales en Ile-de-France : de la finance solidaire à l'alimentation, en passant par l'innovation politique ou encore les énergies renouvelables. Nous souhaitons mettre en avant les actrices et acteurs qui agissent concrètement au quotidien dans la perspective d'une transition écologique et sociale ; un véritable antidote à la résignation et à la sidération qui nous atteignent parfois. Vous y découvrirez des témoignages, articles et enquêtes, dont voici un premier extrait :

Des cantines scolaires avec des repas 100% bio et locaux, c'est possible ? Les produits bio gagnent peu à peu les cantines scolaires. Certaines villes comme Saint-Etienne affichent même l'objectif de cuisiner 100 % bio. Simple greenwashing, avec des aliments cultivés à l'autre bout de la planète ? Ou volonté politique de transformer l'alimentation des écoliers, tout en développant les filières agricoles locales ? Basta! a mené l'enquête. L'occasion de défaire quelques idées reçues sur le bio en restauration collective.

Lire l'article : <http://www.bastamag.net/Des-cantines-scolaires-100>

La carte des alternatives en Ile-de-France : <https://france.attac.org/4872>

Mélanie Poulain

deuxième round pour TTIP game over

Alors que les gouvernements s'acharnent à détruire nos droits sociaux et environnementaux avec des accords de libre-échange comme le TTIP, le CETA et le TISA, nous n'avons pas d'autre choix que de passer à l'action ! C'est l'appel à agir lancé dans le cadre de *TTIP Game Over* dont la première phase a eu lieu du 11 au 15 juillet avec plus d'une vingtaine d'actions. L'objectif de la semaine était de perturber les négociations du TTIP : faire entendre nos voix à travers un concert de poêles et de casseroles, des groupes de samba, une pincée de blocus tous azimuts... grand succès ! Pendant une semaine les négociations ont été constamment perturbées : 1-0 pour *TTIP Game Over* ! Mais ceci n'était qu'un round d'échauffement.

La prochaine phase aura lieu les 3, 4 et 5 novembre et visera les principaux acteurs derrière cette nouvelle génération d'accords de libre-échange toxiques : nous ciblerons les lobbies des multinationales, les gouvernements qui les soutiennent et la Commission européenne. Le groupe affinitaire "CETA hang over" appelle même à bloquer le sommet du 27 octobre lors duquel est prévue la signature du CETA. Nous encourageons tout le monde à participer à ces actions.

Pour plus d'information : ttipgameover.net

Brésil

un coup d'Etat néolibéral sur fond de crise globale

Les Jeux olympiques (JO) qui se sont déroulés au Brésil n'ont pu masquer la grave crise économique, écologique, sociale, politique et institutionnelle que traverse le pays. Dans la continuité des mobilisations de 2013, de fortes critiques ont émergé concernant l'organisation des JO : dépenses titanesques au détriment des services publics et déplacements forcés d'habitants pour faciliter les travaux. Mais l'essentiel des mobilisations a eu lieu pour contrer l'offensive de la bourgeoisie, de la droite et de son gouvernement par intérim, de démettre Dilma Rousseff et de s'accaparer le pouvoir illégitimement.

Pour la droite, étouffer les affaires de corruption

Cinq mois après l'ouverture de la procédure d'*impeachment*, la destitution de Dilma Rousseff a été votée le 31 août par une très large majorité de sénateurs. Le clientélisme aura fini de convaincre les quelques indécis. Dilma Rousseff était accusée de transferts budgétaires réalisés sans l'aval du Congrès. Pratique courante de certains gouvernements antérieurs, de maires et de gouverneurs d'Etat, cette accusation n'était qu'un prétexte : deux jours à peine après le vote du Sénat, le nouveau gouvernement de droite a promulgué une loi qui autorise à procéder à ces manipulations comptables sans consulter le Congrès.

Avec l'aide du pouvoir judiciaire et des médias, l'oligarchie et la droite voulaient endiguer l'hémorragie provoquée par l'enquête "*Lava jato*" ("*lavage express*"), opération qui a révélé un énorme scandale de corruption triangulaire orchestrée entre le groupe public Petrobras, des sociétés du bâtiment et de nombreux dirigeants politiques de tous les partis, de droite comme de gauche. Une course de vitesse s'est engagée pour empêcher que les investigations anti-corruption n'arrivent à leur terme. Une loi scandaleuse, faite sur mesure, est actuellement en train d'être élaborée afin de justifier et normaliser les sources illégales de revenus. L'organe créé pour enquêter sur les cas de corruption au sein du gouvernement a été annexé à un nouveau "*Ministère de la transparence, de la surveillance et du contrôle*". Les investigations sur les membres du gouvernement dépendront donc... du gouvernement !

Un coup d'Etat institutionnel pour amplifier l'offensive néolibérale

Le contexte est marqué par une profonde polarisation de la lutte des classes et une fragilité des gauches dans le continent sud-américain. La bourgeoisie brésilienne veut reprendre les rênes du pouvoir et mettre fin à la gouvernance et aux alliances avec le Parti des travailleurs (PT), en destituant Dilma Rousseff et en empêchant Lula de se présenter une nouvelle fois à la prési-

© Miguel Schincariol



dence de la République. Elle veut accélérer ses contre-réformes libérales et conservatrices. La procédure de destitution de Dilma Rousseff a compté sur l'appui des puissantes Eglises évangéliques et sur le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), principal parti d'opposition au PT.

A peine réélue et pour faire vivre le sentiment anti-Dilma et anti-PT, des protestations de rue et des *meetings* en faveur de l'*impeachment* ont été orchestrés par la droite avant même la procédure de destitution. Le président par intérim Michel Temer, leader du PMDB, n'a pas attendu la fin de cette procédure pour appliquer un programme néolibéral d'urgence. Il a immédiatement reçu de la part du syndicat patronal une liste de "36 mesures indispensables", dont l'objectif est de vider les caisses publiques et de transférer leur contenu à l'oligarchie en détruisant au passage les droits sociaux.

La déréglementation et la libéralisation sont les piliers du programme du gouvernement actuel. Un projet d'amendement constitutionnel appelé "Mesure provisoire" est défendu par l'actuel ministre des Finances, Henrique Meirelles (Président de la Banque de Boston à la fin des années 90, puis Président de la Banque centrale du Brésil à l'époque de Lula). Cette mesure vise à geler des dépenses fédérales pendant 20 ans ! Elle officialisera la réduction du budget de l'Etat et donc des dépenses publiques. Le système des retraites en fera les frais : une mesure prévoit le recul de l'âge de départ à la retraite à 70 ans afin de réduire de 30 % les dépenses de ce secteur. Les budgets de la santé et de l'éducation – investissements pourtant garantis par la Constitution – seront aussi réduits, avec entre autre une coupe de 45 % des dépenses universitaires et une remise en cause du système unique de santé (équivalent de la Sécurité sociale). En contrepartie, le gouvernement augmente les investissements militaires, aéroportuaires et nucléaires. Il organise la privatisation du secteur pétro-

lier. Il favorise les négociations entre salariés et patrons, qui auront alors plus de poids que dans l'actuelle législation. La sous-traitance sera libéralisée.

Le ton conservateur et répressif est donné. Le Ministère des Femmes, de l'égalité raciale, des droits humains et de la jeunesse a été supprimé, ainsi que le Ministère du développement agricole, censé mettre en place la réforme agraire. Le chef de la police militaire de São Paulo a été nommé ministre de la Justice et de la citoyenneté. Il est connu pour la violence de ses moyens employés à l'encontre des mouvements sociaux. La répression bat son plein actuellement avec un pouvoir judiciaire complice.

L'offensive a aussi lieu sur le plan de la politique extérieure. Tout en cherchant une reconnaissance internationale en participant au G20, Temer et son ministre des Affaires étrangères, José Serra, font du Venezuela leur principale cible. En effet, une crise s'est ouverte au sein du Mercosur entre le Brésil et l'Uruguay. Ce dernier a occupé la présidence tournante de l'institution jusqu'en juillet dernier et devait être remplacé par le Venezuela. Le chancelier uruguayen accuse Serra d'avoir voulu "*acheter le vote de l'Uruguay*" afin d'empêcher le Venezuela d'accéder à la présidence. Les gouvernements de droite de Temer au Brésil, de Macri en Argentine, de Horacio Cartes au Paraguay font en effet pression sur les pays du Mercosur afin de réviser le protocole d'adhésion au détriment du Venezuela, offensive internationale pour déstabiliser un peu plus le successeur de Chávez. Ces montages de projets se déroulent bien entendu en bonne collaboration avec les Etats-Unis.

Des difficultés qui viennent de loin

Les classes dominantes brésiliennes n'admettent plus de mesures à caractère social, elles veulent prendre leur revanche comme dans le reste du continent. La pratique du coup d'Etat institutionnel semble être la nouvelle stratégie des oligarchies latino-américaines. Après le Honduras et le Paraguay, c'est au tour du Brésil.

Cependant la crise vient de loin, car l'insatisfaction de la population dépasse largement les rangs traditionnels de la droite. La société brésilienne traverse une crise globale inédite depuis la fin de la dictature. Malgré des mesures sociales au début de la présidence Lula, comme l'augmentation du SMIC et dans une moindre mesure la *Bolsa familia*, la politique *pétiste* du gouvernement s'est rapidement convertie à l'extractivisme, à la mise en œuvre de méga-projets inutiles dans le cadre du programme d'accélération du développement (PAC), au développement de l'agro-business et à la libéralisation des transgéniques aux dépens de la réforme agraire et de l'agriculture paysanne. Elle n'a jamais remis en cause le paiement des intérêts de la dette extérieure.

Ces dernières années, la présidente Dilma Rousseff et son gouvernement de coalition ont sacrifié les investissements sociaux et publics, en diminuant au passage la fiscalisation des plus riches. La flexibilité et la précarité au travail n'ont cessé d'augmenter. Pendant les douze années de gouvernement *pétiste*, la moitié des emplois existants est restée informelle et 95 % des emplois créés l'ont été avec des niveaux de salaire très bas. Le PT a été pris dans une spirale d'alliances de plus en plus

ouvertes à la droite, acceptant au gouvernement des représentants du grand capital. Les ambitions sociales et idéologiques prévues à sa création en 1980 ont disparu au fur et à mesure que les ambitions électorales ont augmenté. Malgré le discours *pétiste* de justice sociale, la politique menée a été "*un réformisme presque sans réformes*" selon Valério Arcary¹.

Dilma est ainsi la victime de cette situation. Son impopularité s'est approfondie au fur et à mesure qu'elle a appliqué des mesures anti-sociales, approuvées par les alliés de la droite, qui à leur tour ont contribué à ternir sa réputation. Gel des salaires dans les services publics, suspension d'une grande quantité de concours publics, coupes budgétaires dans le secteur de la santé et de l'éducation, multiplication des privatisations, augmentation de la sous-traitance dans les services publics, et adoption d'une "loi anti-terroriste" dont le but a été de criminaliser les luttes de résistance.

Perspectives des mouvements

Les mouvements sociaux, les syndicats et toutes les forces progressistes du Brésil caractérisent la destitution de Dilma Rousseff de coup d'Etat institutionnel. Le retour de la droite au pouvoir signifie une grande régression démocratique, une offensive contre les acquis sociaux et une intensification de la criminalisation de la résistance et de la mobilisation. Les mouvements populaires réunis au sein du *Front Brésil Populaire*, du *Front peuple sans peur* et de l'*Espace unité d'action* se sont mobilisés contre le coup d'Etat. Les manifestations appelées par ces fronts, soutenant le PT ou critiques vis-à-vis de lui, ont rempli les artères des grandes villes du pays. En septembre, des milliers de personnes sont descendus dans les rues de São Paulo et des principales villes du pays sous le mot d'ordre "*Fora Temer !*" (Temer dégage !) et réclamant des élections anticipées, des "*Diretas já !*" (élections directes immédiatement !) reprise d'un mot d'ordre employé à la fin de la dictature militaire. Ces manifestations ont été particulièrement réprimées.

Le rapport de force sera-t-il à la hauteur ? La solidarité internationale s'amplifiera-t-elle à l'exemple de la pétition "*Contre le coup d'Etat constitutionnel au Brésil*" lancée pour soutenir les mouvements sociaux brésiliens ? La campagne municipale a commencé et la gauche brésilienne doit se repositionner là où ces dernières années les alliances entre partis de centre-droit et de gauche étaient devenues monnaie courante. Avec la fin du gouvernement du PT, des bilans doivent être tirés. Doit émerger une nouvelle gauche, radicale et rassemblée, mobilisant massivement, portant un nouveau projet de rupture, écologiste et féministe, défendant le droit du travail, l'agriculture paysanne, intégrant les revendications des populations indigènes, noires et LGBT. L'enjeu est vital pour les forces progressistes.

Flavia Verri et Beatrice Whitaker

¹ Valério Arcary, *Um reformismo quase sem reformas*, éd. Sundermann, São Paulo, 2014



Fuocoammare, par-delà Lampedusa

Bien que tous les Etats de l'Union européenne se soient engagés dans la Convention de Genève à accorder une protection aux migrants, partout les frontières sont fermées, des murs sont érigés, des législations anti-migrants promulguées, n'offrant pas d'autre choix que de remettre sa vie et ses économies à des passeurs et trafiquants d'êtres humains. L'île de Lampedusa n'est pas une île comme les autres. Mais l'une des frontières symboliques de l'Europe, où près de 400 000 migrants ont débarqué ces vingt dernières années, fuyant la guerre et la misère à la recherche d'une vie meilleure. Fuocoammare raconte le quotidien des habitants de cette île, premiers témoins de cette tragédie humaine, à travers les vies du jeune Samuele, natif de Lampedusa, ou du docteur Bartolo qui dirige l'hôpital local, et celles de ces milliers de migrants qui y arrivent en bateau dans des conditions désastreuses, et dont beaucoup perdent la vie avant même d'y accoster.

Hervé Thomas

Déjà lauréat du Lion d'Or en 2013 pour *Sacro Gra*, son film précédent, Gianfranco Rosi a reçu pour *Fuocoammare*, l'Ours d'Or 2016 du festival de Berlin.

Fuocoammare, par-delà Lampedusa
réalisation : Gianfranco Rosi
sortie : 28 septembre 2016, 108 min



L'intérêt général et moi

A partir de trois exemples de projets d'infrastructures de transport (l'A65, la LGV Sud-Ouest et l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes), ce film, dont Attac est partenaire, nous fait réfléchir sur la notion d'intérêt général. Qui définit l'intérêt général et en fonction de quels critères ? A partir d'entretiens où dialoguent les différentes parties concernées : citoyens, associations, élus, hauts fonctionnaires, journalistes, c'est un film sur la démocratie et sur la manière dont les grands projets sont décidés, mais aussi sur la force et la pertinence des mobilisations citoyennes. Un film d'utilité publique face à la multiplication des grands projets imposés.

Hervé Thomas

Sophie Metrich a réalisé deux courts métrages *La Petite Sœur de la Nuit* et *Germain le Vieux*, et un long métrage *L'Echange*. Elle a aussi travaillé auprès de metteurs en scène à la Comédie Française en tant qu'assistante à la mise-en-scène et collaboratrice artistique.

Julien Milanesi est économiste, maître de conférences à l'Université Paul Sabatier de Toulouse et chercheur au Laboratoire d'Etudes et de Recherches appliquées en Sciences Sociales. Ses recherches portent sur les politiques publiques d'environnement.

L'intérêt général et moi
réalisation : Sophie Metrich
et Julien Milanesi
sortie : 1er juin 2016, 82 min



Un Paradis pour tous

Un paradis pour tous est une comédie satirique canadienne qui, avec un seul acteur incarnant à lui seul une trentaine de personnages, dénonce les paradis fiscaux. Suite à son licenciement, un expert-comptable du ministère du Revenu décide de publier un guide vidéo dévoilant au grand public toutes les combines pour échapper au fisc. Nous voyagerons alors de Genève aux Bermudes en passant par les Bahamas et bien d'autres lieux tout aussi troubles. Produit avec un budget modeste, nous rencontrerons une foule de personnages rocambolesques à la limite du mauvais goût. Mais comme le dit le cinéaste Robert Morin : "Le vrai mauvais goût, c'est celui, légal, qui consiste à faire échapper, chaque année, 30 000 milliards à l'impôt des gouvernements de la planète".

Hervé Thomas

Robert Morin est membre fondateur de la Coop Vidéo de Montréal et a réalisé une trentaine de films et vidéos, courts, moyens et longs métrages dont : *Requiem pour un beau sans-cœur*, *Yes sir! Madame*, *Le Nèg'*, *Papa à la chasse aux lagopèdes*, *Journal d'un coopérant*, *Les Quatre soldats*, *3 histoires d'Indiens*. *Un Paradis pour tous* est son 16ème long métrage.

Un Paradis pour tous
réalisation : Robert Morin
sortie : 1er avril 2016
(pour le Québec), 76 min

A VOIR A LIRE



Un Maillot pour l'Algérie

Après la débauche médiatique et sécuritaire autour de l'Euro 2016, voici une bande dessinée qui traite de l'extraordinaire épopée de la première équipe de football algérienne, dite "le Onze de l'indépendance".

Nous sommes en 1958 et alors que la France se prépare pour la Coupe du monde de football qui a lieu deux mois plus tard en Suède, douze footballeurs d'origine algérienne quittent clandestinement le territoire français les 13 et 14 avril pour créer la première sélection d'Algérie. Parmi ces "fellaghas du ballon rond" figuraient notamment Rachid Mekhloufi (AS Saint-Etienne) et Mustafa Zitouni (AS Monaco) pour ne citer qu'eux. Le rôle de cette équipe fut avant tout politique en démontrant à l'Etat français que même des footballeurs professionnels pouvaient s'impliquer dans la lutte pour l'indépendance. Les autorités françaises obtiendront la non-reconnaissance de cette équipe par la FIFA, mais n'empêcheront pas l'équipe du FLN de jouer plus de quatre-vingts rencontres à travers le monde.

On peut aussi lire le livre de Michel Nait-Challal, *Dribbleurs de l'indépendance : l'incroyable histoire de l'équipe de football du FLN algérien* (éd. Prolongations, 2008).

Hervé Thomas

Un Maillot pour l'Algérie

de Kris et Bertrand Galic (scénario)
et David Rey (dessin)

éditions Dupuis, collection Aire Libre



Critique de la finance capitaliste

Face aux dégâts économiques, sociaux et environnementaux causés par la finance capitaliste, il est impératif d'édifier une finance solidaire fondée sur des relations non lucratives entre les agents, les associations, les entreprises et les banques. Le livre de Daniel Bachet, enseignant-chercheur en sociologie et intellectuel engagé, a pour objectif de familiariser le lecteur avec les valeurs, les institutions et les mécanismes de la finance solidaire. Objectif atteint avec pédagogie et conviction ! Le mérite de ce livre est aussi de montrer que la généralisation d'une finance alternative ne pourra se réaliser au sein du capitalisme actuel. Celle-ci implique en effet des changements institutionnels et politiques profonds : socialiser les banques et le marché, refonder l'entreprise pour sortir de la logique financière font partie des mutations nécessaires. A défaut, insiste à juste titre Daniel Bachet, les rapports sociaux fondés sur la domination, la concurrence et les inégalités propres au capitalisme financier se reproduiront inéluctablement.

Dominique Plihon

Critique de la finance capitaliste.

Pour un financement solidaire

de Daniel Bachet

éditions du Croquant, 2015



NDDL, la fabrication d'un mensonge d'Etat

Au travers du cas emblématique de Notre-Dame-des-Landes, Françoise Verchère, maire pendant 14 ans de Bouguenais, la commune d'implantation de l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique, interroge la question fondamentale des modalités de la décision publique et pose la question de la responsabilité des élus et de la place des citoyens dans une démocratie qui se prétend moderne. Elle met à nu une mécanique que rien ne peut plus arrêter une fois prise la décision par l'Etat. L'analyse fine des procédures et des pratiques montre que la parole donnée au public est de pure forme et qu'au fond le pouvoir ne se partage pas. Lorsque des citoyens réfléchissent, s'interrogent, analysent un dossier et proposent des alternatives, la machine bien huilée et politiquement correcte de la démocratie participative se grippe. Un livre, court et accusateur, dans lequel elle ne raconte pas l'histoire de la lutte anti-aéroport mais essaie de décrypter les mécanismes qui aboutissent à ce qu'elle appelle "la fabrication d'un mensonge d'Etat".

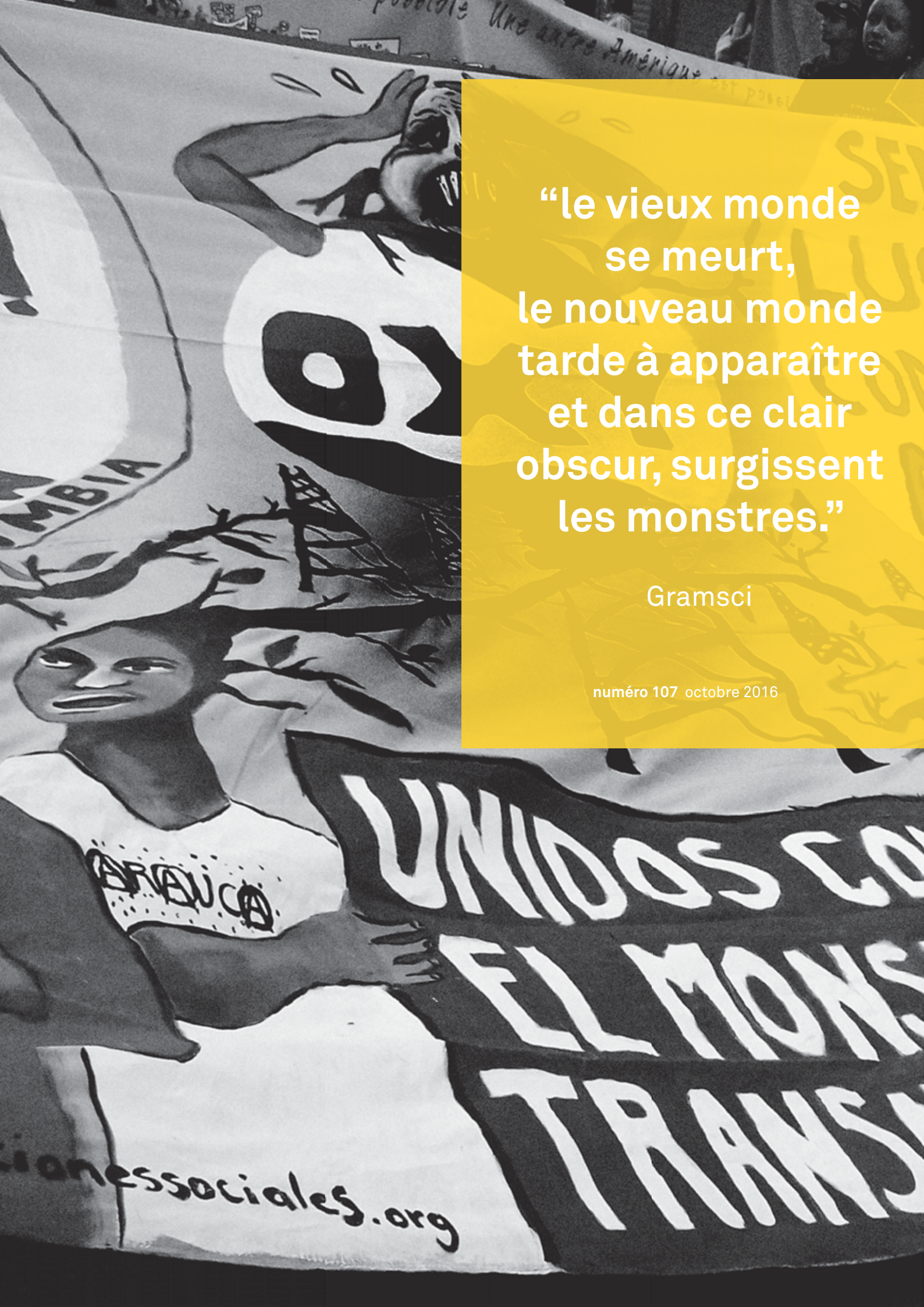
Rozenn Perrot

Notre-Dame-des-Landes,

la fabrication d'un mensonge d'Etat

de Françoise Verchère

éditions Tim Buctu, 2016



**“le vieux monde
se meurt,
le nouveau monde
tarde à apparaître
et dans ce clair
obscur, surgissent
les monstres.”**

Gramsci

numéro 107 octobre 2016